



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

CB → PR

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Catherine FRANKE
Tél : 03 87 34 88 29
Fax 03 87 34 85 15
Internet : catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr

COPIE

57

ARRETE

N° 2005-AG/2-295
en date du 21 juillet 2005

mettant en demeure la Société FM LOGISTIQUE à Woippy de compléter son étude technico-économique, du 22 mars 2005, destinée à définir les aménagements à réaliser pour que les effets significatifs d'un incendie des cellules n'atteignent pas les voies ferrées ouvertes au trafic des voyageurs.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement, le titre 1^{er} de son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L.514-1 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application du code susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004-AG/2-204 en date du 10 mai 2004 prescrivant à la société FM LOGISTIQUE une étude technico-économique dont l'objectif est de définir les aménagements à réaliser pour que les effets significatifs (flux thermiques supérieurs ou égal à 3kW/m²) d'un incendie des cellules n'atteignent pas les voies ferrées ouvertes au trafic des voyageurs ;

Vu l'étude technico-économique remise par la société FM LOGISTIC concernant l'entrepôt de Woippy ;

Considérant que cette étude propose deux solutions pour que les effets significatifs d'un incendie des cellules de son entrepôt de WOIPPY n'atteignent pas les voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs : rabaissement des hauteurs de stockage et mise en place de murs coupe-feu en façade de certaines cellules ou alors mise en place de rideaux d'eau ;

Considérant que cette étude n'apporte pas de garanties sur l'efficacité de la solution relative à la mise en place de rideaux d'eau pour atteindre l'objet fixé ;

Considérant que cette étude ne fournit pas d'échéancier pour la mise en œuvre des solutions proposées ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société FM LOGISTIC est mise en demeure de remettre au Préfet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, son étude technico-économique datée du 22 mars 2005 complétée par les points suivants :

- Description et justification de l'efficacité de la solution relative à la mise en place de rideaux d'eau pour que les effets significatifs (flux thermique supérieur ou égal à 3 kW/m²) d'un incendie des cellules de son entrepôt de Woippy n'atteignent pas les voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs.
- Proposition d'un échéancier pour la mise en place des aménagements retenus pour chaque solution proposée.

Article 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de Metz-Campagne,
le Maire de Woippy,
les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Metz, le 21 juillet 2005

LE PREFET,
Pour le Préfet
Signé Bernard GONZALEZ